

505LM73/10

3682

(1940-41)

ARCHIVES

Suppression des P.N. de la ligne de Dijon à Is-sur-Tille.-

	(s) C.D.	1.10.40	36	V
	(s) C.A.	2.10.40	17	-
été du 31.10.40	(J.O.	14.11.40)		
étés du 7.1.41 et du 25.2.41	(J.O.	10. 3.41)		
tre S.N.C.F. au M.T.P.		3. 4.41		
été du 6.5.41	(J.O.	16. 5.41)		
tre S.N.C.F. au M.T.P.		12. 5.41		
tre du M.T.P. à la S.N.C.F.		5. 6.41		

SECRETARIAT D'ETAT
AUX COMMUNICATIONS

Direction Générale
des Transports

5ème Bureau
Région Sud-Est

Ligne de Dijon à Is-sur-Tille

P.N. n^{os} 1, 1a, 2 et 3 à Dijon
Remplacement des P.N. par des P.I.

Projet d'exécution et projet
complémentaire

S.E. 98-1

LE SECRETAIRE D'ETAT

à M. le Président du Conseil d'Administration de
la S.N.C.F.

Vous m'avez présenté, pour le remplacement par des P.I. des
P.N. n^{os} 1, 1a, 2 et 3 de la ligne de Dijon à Is-sur-Tille, dans la
traversée de Dijon :

- 1°- le 11 janvier 1941, le projet d'exécution
- 2°- le 3 avril 1941, un projet complémentaire.

Le projet d'exécution comporte pour une dépenses d'ensemble
de 19 M. :

- des acquisitions de terrains ;
- l'exhaussement et un léger redressement du tracé de la ligne de
Dijon à Is-sur-Tille entre les P.K. 319.260 et 321.345, avec une
déclivité maximum de 0,010 par mètre ;
- la construction, à l'emplacement du P.N. n° 1 du chemin des
Lentillères, au P.K. 319.988, d'un P.I. biais de 3 m. d'ouverture
droite présentant une hauteur libre de 3 m. 20 ;
- la construction, à l'emplacement du P.N. n° 1a de la rue Clément-
Janin, au P.K. 320.190 d'un P.I. biais de 12 m. d'ouverture droite,
laissant une hauteur libre de 4 m. 30 ;

.....

- la construction, à l'emplacement du P.N. n° 2 de la R.N. 5 (rue d'Auxonne), au P.K. 320.651, d'un P.I. biais de 20 m. d'ouverture droite, laissant une hauteur libre de 4 m. 40 ;

- la construction, de part et d'autre de l'ouvrage précité sur la rue d'Auxonne, d'un viaduc en maçonnerie s'étendant du P.K. 320.595 au P.K. 320.840 ;

- la construction, à l'emplacement du P.N. n° 3 de la rue des Petites-Roches, au P.K. 320.932, d'un P.I. biais de 12 m. d'ouverture droite, laissant une hauteur libre de 4 m. 30 ;

- la construction de murs de soutènement et de pied ;

- le remaniement de chaussées, trottoirs et travaux d'assainissement à la traversée des ouvrages précités et aux abords ;

- le déplacement des lignes télégraphiques et le remaniement des clôtures ;

- la suppression effective des installations des P.N. gardés n° 1, 2 et 3 et du P.N. pour piétons n° la.

Ces dispositions entraîneront la modification de deux embranchements particuliers.

Les visites, l'entretien et le remplacement éventuel des nouveaux ouvrages seront assurés par les soins de la S.N.C.F. et à ses frais, sauf en ce qui concerne les chaussées et trottoirs, qui seront entretenus par les Services intéressés et à leurs frais.

Les travaux seront exécutés par la S.N.C.F. et aux frais de l'Etat, sous déduction d'une participation forfaitaire du chemin de fer.

Après achèvement, les travaux de voirie exécutés par la S.N.C.F. feront l'objet de procès-verbaux de remise aux Services intéressés.

Le projet complémentaire comporte, pour une dépense d'ensemble de 3.700.000 fr :

- un nouvel exhaussement de la ligne à partir du P.K. 319.310 environ ;

- la construction, au droit du chemin des Lentillères, de deux P.I. de 12 m. 50 d'ouverture au P.K. 319.947 et 319.994 reliés entre

eux par des murs de soutènement à l'emplacement d'un rond-point prévu au plan d'aménagement de la Ville de Dijon ; la construction de ces ouvrages qui présenteraient une hauteur libre de 4 m. 30, éviterait la construction du P.I. prévu dans le projet d'exécution au P.K. 319.988 pour le chemin des Lentillères ;

- la construction d'un P.I. biais de 12 m. d'ouverture droite au P.K. 320.795 dans le prolongement de la rue Virginie-Ancelot ; la construction de cet ouvrage, qui présenterait une hauteur libre de 4 m. 30, remplacerait une longueur de 25 m. 30 dans le viaduc prévu au projet d'exécution ;

- l'allongement et l'exhaussement des murs de pied et de soutènement de la rue Philippe-Guignard ;

- l'établissement de rampes d'accès de part et d'autre du P.N. n° 0a pour piétons, ce P.N. devant être exhaussé ;

- le remaniement des chaussées et trottoirs, ainsi que les travaux d'assainissement à la traversée des ouvrages projetés ;

- le déplacement des lignes de télécommunication et le remaniement des clôtures.

La totalité des travaux serait exécutée par la S.N.C.F.

Après achèvement, les travaux de voirie feraient l'objet de procès-verbaux de remise aux Services intéressés.

Les visites, l'entretien et le remplacement éventuel des nouveaux ouvrages seraient assurés dans les conditions suivantes :

- les deux P.I. de 12 m. 50 aux P.K. 319.947 et 319.994 seraient entretenus par les soins de la S.N.C.F. aux frais de la ville de Dijon ;

- le P.I. de 12 m. d'ouverture au P.K. 320.795 serait entretenu par les soins et aux frais de la S.N.C.F. ;

- la chaussée et les trottoirs sous les trois nouveaux ouvrages seraient entretenus par les soins et aux frais de la ville de Dijon.

Ces projets annulent et remplacent le projet approuvé par décision ministérielle du 22 novembre 1934 pour la suppression des P.N. dont il s'agit.

Ceux-ci figurent en première urgence parmi les suppressions de P.N. du programme spécial d'équipement, pris en considération par D.M. du 24 octobre 1940.

.....

Un arrêté ministériel du 7 janvier 1941 a déclaré les travaux d'utilité publique et urgents.

Une autorisation d'exécution immédiate des travaux a été délivrée le 4 mars 1941 par M. le Chef du Service technique de la Direction Générale des Transports.

Par deux délibérations prises les 7 décembre 1940 et 22 février 1941, la délégation municipale de Dijon a donné son accord sur les dispositions techniques des projets et accepté de participer à la dépense d'exécution pour une somme de 3.400.000 fr.

M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées du département de la Côte d'Or a également donné, le 31 janvier 1941, son accord sur les dispositions techniques desdits projets.

Après examen par le Service technique de la Direction Générale des Transports, j'approuve les deux projets présentés les 11 janvier et 3 avril 1941. Cette approbation est donnée sous les réserves et conditions suivantes :

1°- la dépense d'ensemble, évaluée à..... 22.700.000 fr sera répartie comme suit :

- S.N.C.F. (contribution forfaitaire).....	1.400.000 fr
- Ville de Dijon.....	3.400.000 fr
- Etat (fonds spécial d'équipement).....	17.900.000 fr

2°- les acquisitions de terrains ne pourront être définitivement réalisées qu'après justification, par la S.N.C.F., de l'avis de l'Administration des Domaines prescrit par le décret du 5 juin 1940 ;

3°- ceux des terrains acquis qui ne serviront pas d'assiette aux nouvelles chaussées seront incorporés dans le domaine public du chemin de fer et devront faire l'objet du bornage supplémentaire prévu par l'art. 31 du Cahier des Charges des lignes exploitées par la S.N.C.F. ;

4°- les ouvrages d'art et les chaussées seront remis et entretenus dans les conditions indiquées aux dossiers des projets.

J'adresse copie de la présente décision à M. le Préfet de la Côte d'Or, chargé de la notifier à M. l'Ingénieur en Chef des Ponts et Chaussées de ce département et à la Municipalité de Dijon.

P.O. Le Chef du Service Economique,

Signé : BLEYS.

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Veg
D 378/1

C O P I E

Paris, le 12 mai 1941.

Monsieur le Ministre,

Parmi les travaux du programme spécial d'équipement et ceux du programme normal des travaux complémentaires figurant les suppressions de passages à niveau de :

Lille-Sud
Abbeville
Bordeaux
Bayonne
Dijon

Selon les instructions que vous avez bien voulu nous donner, la mise au point de ces projets a été poursuivie rapidement. Les travaux sont commencés à Abbeville, à Lille, à Bayonne et à Dijon et ils sont sur le point de commencer à Bordeaux.

Or la participation financière que la S.N.C.F. doit être appelée à apporter pour l'exécution de ces projets ne représente qu'une part relativement faible de la dépense à engager pour chacun d'eux.

D'autre part, en vertu de votre décision du 31 janvier 1941, lorsque les travaux de suppression de P.N. sont exécutés par la S.N.C.F. et représentent la totalité de l'opération, la participation de la S.N.C.F. doit être déduite du montant des derniers relevés présentés par celle-ci et l'Etat doit rembourser à la S.N.C.F. le montant des premiers décomptes jusqu'à concurrence de sa quote-part, c'est-à-dire du montant des travaux diminué de la participation ferroviaire.

En conséquence, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir faire ouvrir les crédits nécessaires aux ingénieurs des Ponts et Chaussées auxquels les Services régionaux de la S.N.C.F. présenteront les mémoires selon la procédure usuelle en l'espèce.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administrati
signé: FOURNIER.

Copie à Monsieur le Directeur de l'Exploitation de la Région (toutes)
à titre d'information

Copie à Monsieur le Chef du Service de la Voie et des Bâtiments
de la région (toutes) à titre d'information

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications à Paris;

EXTRAIT du Journal Officiel

Lois et décrets du

16 mai 1941

Suppression des P.N. d'Is-sur-Tille

VOIRIE FERROVIAIRE

Par arrêté du 6 mai 1941 pris en application de la loi du 11 octobre 1940 relative à la procédure d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre le chômage, ont été déclarés d'utilité publique et urgents les travaux de suppression des passages à niveau n° 1, 1 a, 2 et 3 de la ligne de Dijon à Is-sur-Tille, à effectuer sur le territoire de la commune de Longvic (Côte d'Or).

mr

3622

SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANCAIS

Le Président
du Conseil d'Administration

Paris, le 3 avril 1941

Service Central
des Installations Fixes

C O P I E

Région du Sud-Est

Ligne de Dijon à Is-sur-Tille

DIJON

Suppression des passages à
niveau n^{os} 1 - la - 2 - 3

Projet complémentaire

Veg 352.320-2

N^o 379/0

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de soumettre à votre approbation, en deux exemplaires, un projet complémentaire relatif à la suppression des passages à niveau de Dijon, n^{os} 1 - la - 2 - 3 de la ligne de Dijon à Is-sur-Tille.

Cet additif au projet initial, qui vous a été soumis le 11 janvier 1941 et qui figure en 1^{ère} urgence au § VII du programme spécial d'équipement, a été établi à la demande de la Municipalité de Dijon et en accord avec le Service des Ponts-et-Chaussées.

Il fait partie du plan général d'aménagement et d'extension de la ville.

La dépense correspondante, évaluée à 3.700.000 fr, est à la charge de l'Etat sous déduction d'une participation de 3.400.000 fr de la ville de Dijon.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir, après décision, me renvoyer un exemplaire dudit projet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de mes sentiments de haute considération.

Le Président du Conseil d'Administration,

Signé : FOURNIER.

Monsieur le Secrétaire d'Etat aux Communications.-

Extrait du Journal Officiel

Lois et décrets du 10 mars 1941

SECRETARIAT D'ETAT AUX COMMUNICATIONS

Travaux d'équipement de la Société Nationale des chemins de fer français

Par arrêtés des 7 janvier et 25 février 1941, pris en application de la loi du 11 octobre 1940 relative à la procédure d'expropriation pour l'exécution d'urgence des travaux destinés à lutter contre chômage, ont été déclarée d'utilité publique et urgente les travaux ci-après désignés qui figurent dans les divers programmes présentés par la Société nationale des chemins de fer français, actuellement en cours de réalisation (programme spécial d'équipement, programme quinquennal, programme normal de travaux complémentaires).

TITRE DES PROJETS	DEPARTEMENTS	COMMUNES
1°) Programme spécial d'équipement		
.....		
Ligne de Dijon à Is-sur-Tille - Suppression des passages à niveau 1, 1 a, 2 et 3 (projet compris au programme d'équipement et à ajouter à la liste du 28 novembre 1940).	Côte-d'Or	Dijon.
.....		

Extrait du JOURNAL OFFICIEL

Lois et décrets

du 14 novembre 1940

ARRÊTÉ du 31 octobre 1940 relatif à la suppression de passages à niveau

Le secrétaire d'Etat aux communications,

Vu la loi du 5 octobre 1940 autorisant l'engagement de dépenses, couvrant des crédits de paiement sur l'exercice 1940 en vue de la réalisation du plan de reconstruction et d'équipement des voies de communication;

Vu la loi du 11 octobre 1940 tendant à simplifier les procédures d'expropriation pour l'exécution d'urgence de travaux destinés à lutter contre le chômage,

A R R E T E :

Art. 1er. - Sont déclarés d'utilité publique et urgents les travaux afférents aux opérations suivantes :

LILLE. - Suppression des passages à niveau n° 3, 4 et 5 et création d'une gare à LILLE-SUD.

BORDEAUX. - Suppression des passages à niveau de l'avenue Thiers, déviation du raccordement circulaire et du raccordement direct de la ligne de TOURS à BORDEAUX avec la gare de BORDEAUX-SAINT-JEAN.

DIJON. - Suppression des passages à niveau n° 1, 1a, 2 (route nationale n° 5) et 3 de la ligne de DIJON à IS-SUR-TILLE.

BAYONNE. - Suppression du passage à niveau d'ANADE (chemin de BORDEAUX, ex I. G. 105).

.....

Art. 2. - Les Préfets sont chargés de l'application du présent arrêté, chacun pour les opérations concernant son département.

Fait à PARIS, le 31 octobre 1940.

Jean BERTHELOT.

2 octobre 1940

3622

Extrait du P.V. de la séance du Conseil d'Administration
du 2 octobre 1940

Question unique

Programme d'équipement national

(s) p. 17

Suppression du P.N. de Lille-sud

Pour l'amélioration générale de l'exploitation, on a
envisagé 5 groupes de travaux;

.....

- suppression de passages à niveau sur les grandes lignes,
3 P.N. au sud de la ville de Lille, P.N. de l'avenue Thiers à
Bordeaux, P.N. de la ligne d'Is-sur-Tille dans la ville de
Dijon.

ler octobre 1940

3622

Extrait du P.V. de la séance du Comité de Direction
du 1er octobre 1940

QU. V - Projets

Suppression du P.N. de la gare de Lille-Sud

(s) p. 36

M. LE PRESIDENT

Pour l'amélioration générale de l'exploitation, nous
avons envisagé 5 groupes de travaux :

.....

- suppression de passages à niveau sur trois grandes lignes ;
3 passages à niveau aux abords de la gare de Lille-Sud, passage
à niveau de l'avenue Thiers à Bordeaux et passage à niveau de
la ligne d'Is-sur-Tille, dans la traversée de Dijon.